

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 16 octobre 1984, d'une demande d'avis sur des amendements au projet de loi "relatif à l'emploi de la langue allemande en matière judiciaire et à l'organisation judiciaire dans la région de langue allemande", a donné le 30 octobre 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e oktober 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over amendementen op het ontwerp van wet "betreffende het gebruik van de Duitse taal in gerechtszaken en de rechterlijke organisatie in het Duitse taalgebied", heeft de 30e oktober 1984 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

Les amendements qui font l'objet de la demande d'avis ont trait à un avant-projet de loi qui a été examiné par le Conseil d'Etat, section de législation, sous la référence L. 16.164/2/V.

Ils concernent les avocats, les huissiers de justice et les notaires et sont la suite d'une observation du Conseil d'Etat relative à certaines lacunes de l'avant-projet.

Ces amendements insèrent des articles nouveaux dans l'avant-projet de loi tel qu'il a été soumis au Conseil d'Etat. C'est dire que si le Gouvernement adapte l'avant-projet à l'avis du Conseil d'Etat, les amendements en projet devront être aussi adaptés au nouveau texte. Ainsi, les articles 36 et suivants ont fait l'objet de propositions de la part du Conseil d'Etat, et si celles-ci sont acceptées, il sera en conséquence nécessaire que les amendements soient insérés dans l'avant-projet non après l'article 36, mais à une place différente.

Les propositions de texte qui suivent se rapportent à la numérotation de l'avant-projet, tel qu'il a été présenté en son temps au Conseil d'Etat, et non à la numérotation proposée par le Conseil d'Etat dans son avis n° L. 16.164/2/V.

+

+

+

.../...

EXAMEN DU PROJET.Article 21bis.

La phrase liminaire devrait être complétée de la manière suivante :

"L'article 43 de la même loi, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est complété par un paragraphe 13, rédigé comme suit :".

Au début de l'alinéa 1er, dans un souci de symétrie avec les autres paragraphes du même article, il serait préférable d'écrire, dans le texte français :

"§ 13. Nul ne peut être nommé notaire dans l'arrondissement d'Eupen s'il ne justifie ...".

Dans le même souci, il conviendrait de remplacer, dans le texte néerlandais, les mots "de Duitse taal" et "de Franse taal" par les mots "het Duits" en "het Frans".

A l'alinéa 2, il conviendrait d'écrire :

"La justification de la connaissance de la langue allemande et de la langue française se fait par un examen organisé par le Roi".

+

.../...

On relèvera que l'article 43 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire avait à l'origine pour objet, du moins dans la forme, de modifier l'article 40 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques.

Les dispositions insérées dans cette loi par la loi du 15 juin 1935 ont été reprises à l'article 55 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

La loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire (article 3-174) a remplacé les paragraphes 1er à 9 de l'article 43 de la loi du 15 juin 1935, mais a laissé subsister les paragraphes 10 à 12 tant dans la loi du 15 juin 1935 que dans les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Le projet vise à insérer un paragraphe 13 dans l'article 43 de la loi du 15 juin 1935 et il serait fâcheux qu'il en résulte une discordance entre le contenu de la loi du 15 juin 1935 et celui des lois coordonnées sur la collation des grades académiques.

La solution la plus logique consisterait à abroger, dans les lois coordonnées sur la collation des grades académiques, les paragraphes 10 à 12 que la loi précitée du 10 octobre 1967 y a laissé subsister.

+

.../...

CHAPITRE III.

Le nouvel intitulé du chapitre III se lirait comme suit :

"Dispositions modificatives et transitoires".

Il ne serait guère heureux de laisser croire que le chapitre III contient des dispositions modificatives comme si tel n'était pas le cas des deux précédents chapitres. La loi en projet est essentiellement composée de dispositions modificatives, notamment du Code judiciaire (voyez l'article 35).

Les amendements au Code judiciaire ont trait aux avocats et aux huissiers de justice. Or, les livres III et IV qui y sont relatifs sont inclus dans la deuxième partie du Code judiciaire, intitulée "L'organisation judiciaire". Tel est également l'intitulé du chapitre II de l'avant-projet. Rien ne s'oppose, dès lors, à ce que les amendements au Code judiciaire soient introduits dans le chapitre II de l'avant-projet, avant l'article 35.

La législation organique du notariat n'a pas été introduite dans le Code judiciaire. Il n'y a cependant pas d'objection à insérer les dispositions contenues dans les articles 36sexies à 36nonies à la fin du chapitre II de l'avant-projet (sous réserve des observations qui suivent).

Si cette suggestion est suivie, l'intitulé du chapitre III ne doit pas être modifié.

.../...

Article 36bis.

L'article 498, alinéas 5 et 6, du Code judiciaire, est rédigé comme suit :

"L'Ordre français du barreau de Bruxelles, les Ordres des barreaux d'Arlon, Charleroi, Dinant, Huy, Liège, Marche-en-Famenne, Mons, Namur, Neufchâteau, Nivelles, Tournai et Verviers appartiennent au groupe des barreaux de langue française.

L'Ordre néerlandais du barreau de Bruxelles, les Ordres des barreaux d'Anvers, Audenarde, Bruges, Courtrai, Furnes, Gand, Hasselt, Louvain, Malines, Termonde, Tongres, Turnhout et Ypres appartiennent au groupe des barreaux de langue néerlandaise".

L'amendement tend à insérer dans la liste des barreaux de langue française, le barreau d'Eupen. Ce faisant, la modification projetée se concilie mal avec l'objet même de l'avant-projet de loi, à savoir l'établissement et l'organisation d'un arrondissement judiciaire bilingue, avec priorité à la langue allemande.

Il serait préférable de modifier l'article 490, alinéa 3, et l'article 498 du Code judiciaire, comme suit :

"Article-

L'article 490, alinéa 3, du Code judiciaire, modifié par la loi du 4 mai 1984, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Les barreaux sont représentés au conseil général selon leur appartenance au groupe des barreaux de langue française et de langue allemande ou au groupe des barreaux de langue néerlandaise, telle qu'elle est déterminée par l'article 498, alinéas 5 et 6".

Article-

A l'article 498 du même Code, modifié par la loi du 4 mai 1980, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 2 est remplacé par le texte suivant :

"Toute décision doit recueillir la majorité des voix représentant les barreaux appartenant respectivement au groupe des barreaux de langue française et de langue allemande et au groupe des barreaux de langue néerlandaise".

2° L'alinéa 5 est remplacé par le texte suivant :

"L'Ordre français du barreau de Bruxelles, les Ordres des barreaux d'Arlon, Charleroi, Dinant, Eupen, Huy, Liège, Marche-en-Famenne, Mons, Namur, Neufchâteau, Nivelles, Tournai et Verviers appartiennent au groupe des barreaux de langue française et de langue allemande".

Article 36ter et 36quater.

Ces articles apportent des modifications à divers articles du Code judiciaire relatifs aux huissiers de justice.

.../...

De la justification et des explications fournies au Conseil d'Etat, il ressort que le Gouvernement veut maintenir le statu quo : la création de l'arrondissement judiciaire d'Eupen resterait sans effet pour les huissiers de justice. Toutefois, l'existence de deux arrondissements judiciaires ne peut être méconnue : certaines conséquences en sont inévitables.

Les deux points sur lesquels le Gouvernement souhaite qu'aucun changement n'intervienne sont la compétence territoriale des huissiers de justice et l'unicité de la chambre "d'arrondissement" pour les deux arrondissements de Verviers et d'Eupen.

Le statu quo ainsi maintenu n'est pas conçu comme une solution transitoire, mais bien définitive. Il est relatif dans la mesure où chaque arrondissement judiciaire aura son cadre propre des huissiers de justice.

Puisque telle est la portée du statu quo voulu par le Gouvernement, il est proposé de compléter le livre IV de la deuxième partie du Code judiciaire par un nouveau chapitre IX relatif aux arrondissements judiciaires de Verviers et d'Eupen. Une telle méthode paraît, en l'occurrence, plus satisfaisante que celle qui consiste à modifier plusieurs articles applicables à tous les huissiers de justice du pays.

.../...

Les textes suivants sont proposés :

"Article-

Dans le livre IV de la deuxième partie du Code judiciaire, il est inséré un chapitre IX, intitulé "Dispositions propres aux huissiers de justice des arrondissements judiciaires de Verviers et d'Eupen" et comprenant les articles 555bis et 555ter, rédigés comme suit :

"Article 555bis. Par dérogation aux articles 513 et 516, les huissiers de justice qui ont leur résidence dans l'arrondissement judiciaire de Verviers ou dans celui d'Eupen, peuvent dresser tous exploits dans les deux arrondissements précités.

Article 555ter. Par dérogation à l'article 535, il y a une seule chambre d'arrondissement commune aux arrondissements judiciaires de Verviers et d'Eupen. Elle porte le titre de "chambre des arrondissements de Verviers et d'Eupen", et a son siège à Verviers. Elle est composée des huissiers de justice des deux arrondissements. Elle a la personnalité juridique.

Pour l'application de l'article 536, les deux arrondissements sont considérés comme n'en formant qu'un seul".

+

.../...

Article 36quinquies.

L'adoption des textes proposés ci-avant ne rendrait pas superflu l'amendement contenu à l'article 36quinquies. Toutefois, il conviendrait d'écrire dans le texte néerlandais : "het Nederlands en het Frans" au lieu de "de Nederlandse en de Franse taal".

Articles 36sexies à 36nonies.

Les observations formulées au sujet des huissiers de justice valent également pour les notaires.

Les textes suivants sont proposés en lieu et place de dispositions devenues sans objet :

"Article-

L'intitulé du titre III de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat est remplacé par l'intitulé suivant :

"Des notaires des arrondissements judiciaires de Verviers et d'Eupen".

Article-

L'article 63 de la même loi est remplacé par le texte suivant :

"Article 63. Par dérogation à l'article 5, les notaires qui ont leur résidence dans l'arrondissement judiciaire de Verviers ou dans celui d'Eupen, exercent leurs fonctions dans l'étendue de ces deux arrondissements".

Article-

L'article 64 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 64. Il y a une seule chambre de discipline commune aux arrondissements judiciaires de Verviers et d'Eupen.

Elle a son siège à Verviers.

Elle est composée de membres désignés par eux parmi les notaires des deux arrondissements".

Article-

Les articles 65 à 67 de la même loi sont abrogés".

+

Les textes proposés ci-avant rendent inutiles les amendements contenus dans les articles 36octiès et 36nonies.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De amendementen waarover de adviesaanvraag gaat, hebben betrekking op een voorontwerp van wet dat door de Raad van State, afdeling wetgeving, onderzocht is onder het nummer L. 16.164/2/V.

Zij betreffen de advocaten, de gerechtsdeurwaarders en de notarissen en sluiten aan bij een opmerking van de Raad van State in verband met een aantal leemten in het voorontwerp.

Die amendementen voegen in het voorontwerp van wet zoals dat aan de Raad van State is voorgelegd nieuwe artikelen in. Dat betekent dat als de Regering het voorontwerp met het advies van de Raad van State in overeenstemming brengt, ook de ontworpen amendementen aan de nieuwe tekst zullen moeten worden aangepast. Zo heeft de Raad van State voorstellen gedaan in verband met de artikelen 36 en volgende; als die voorstellen aangenomen worden, zal het dus noodzakelijk zijn dat de amendementen niet na artikel 36, maar op een andere plaats in het voorontwerp worden ingevoegd.

De navolgende tekstvoorstellen zijn betrokken op de nummering van het voorontwerp zoals dat destijds aan de Raad van State is voorgelegd, niet op de nummering die de Raad van State in zijn advies nr L. 16.164/2/V heeft voorgesteld.

+

+ +

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.Artikel 21bis.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden
aangevuld :

"Artikel 43 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van
10 oktober 1967, wordt aangevuld met een paragraaf 13, luidend
als volgt : ".

Ter wille van de symmetrie met de overige paragrafen
van hetzelfde artikel zou het verkieselijk zijn in de Franse tekst
aan het begin van het eerste lid te schrijven :

"§ 13. Nul ne peut être nommé notaire dans l'arrondisse-
ment d'Eupen s'il ne justifie ...".

Om dezelfde reden schrijve men in de Nederlandse tekst
"het Duits" en "het Frans" in plaats van "de Duitse taal" en "de
Franse taal".

In het tweede lid schrijve men :

"Het bewijs van de kennis van het Duits en van het
Frans wordt geleverd door een examen dat door de Koning wordt
georganiseerd".

+

.../...

Er zij op gewezen dat het oogmerk van artikel 43 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, oorspronkelijk het wijzigen was, althans naar de vorm, van artikel 40 van de wet van 21 mei 1929 op de toekenning der academische graden.

De bepalingen welke in die wet ingevoegd zijn bij de wet van 15 juni 1935, zijn overgenomen in artikel 55 van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

De wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek (artikel 3-174) heeft de paragrafen 1 tot 9 van artikel 43 van de wet van 15 juni 1935 vervangen, maar heeft zowel in de wet van 15 juni 1935 als in de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, de paragrafen 10 tot 12 laten voortbestaan.

Het ontwerp beoogt in artikel 43 van de wet van 15 juni 1935 een paragraaf 13 in te voegen en het zou spijtig zijn als daardoor een discrepantie zou ontstaan tussen de inhoud van de wet van 15 juni 1935 en die van de gecoördineerde wetten op de toekenning van de academische graden.

De meest logische oplossing zou erin bestaan in de gecoördineerde wetten op de toekenning van de academische graden de paragrafen 10 tot 12 welke de voormelde wet van 10 oktober 1967 erin heeft laten voortbestaan, op te heffen.

+

.../...

HOOFDSTUK III.

Het nieuwe opschrift van hoofdstuk III zou aldus luiden :

"Wijzigings- en overgangsbepalingen".

Het is beter niet de indruk te wekken dat alleen hoofdstuk III wijzigingsbepalingen bevat, alsof dat niet het geval was voor de twee vorige hoofdstukken. De ontworpen wet bestaat hoofdzakelijk uit wijzigingsbepalingen, inzonderheid met betrekking tot het Gerechtelijk Wetboek (zie artikel 35).

De wijzigingen die in het Gerechtelijk Wetboek worden aangebracht, hebben betrekking op de advocaten en de gerechtsdeurwaarders. Welnu, de boeken III en IV die daarover handelen, staan in het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek, dat als opschrift draagt : "Rechterlijke organisatie". Dat is ook het opschrift van hoofdstuk II van het voorontwerp. Er is dan ook niets op tegen dat de wijzigingen die in het Gerechtelijk Wetboek worden aangebracht, in hoofdstuk II van het voorontwerp worden ingevoegd, vóór artikel 35.

De organieke wetgeving op het notarisambt is niet opgenomen in het Gerechtelijk Wetboek. Er is echter geen bezwaar tegen dat de in de artikelen 36sexies tot 36nonies vervatte bepalingen aan het einde van hoofdstuk II van het voorontwerp worden opgenomen (onder voorbehoud van de verderop gemaakte opmerkingen).

Als op deze suggestie wordt ingegaan, hoeft het opschrift van hoofdstuk III niet te worden gewijzigd.

.../...

Artikel 36bis.

Artikel 498, vijfde en zesde lid, van het Gerechtelijk Wetboek luidt aldus :

"De Franse Orde bij de balie van Brussel, de Orden van de balies van Aarlen, Bergen, Charleroi, Dinant, Doornik, Hoei, Luik, Marche-en-Famenne, Namen, Neufchâteau, Nijvel en Verviers behoren tot de groep van franstalige balies.

De Nederlandse Orde bij de balie van Brussel, de Orden van de balies van Antwerpen, Brugge, Dendermonde, Gent, Hasselt, Ieper, Kortrijk, Leuven, Mechelen, Oudenaarde, Tongeren, Turnhout en Veurne behoren tot de groep van de nederlandstalige balies".

Het amendement beoogt de balie van Eupen in te voegen in de lijst van Franstalige balies. Op die manier is de voorgenomen wijziging bezwaarlijk overeen te brengen met het doel zelf van het voorontwerp van wet, namelijk de oprichting en de organisatie van een tweetalig gerechtelijk arrondissement, met voorrang voor het Duits.

Het verdient de voorkeur artikel 490, derde lid, en artikel 498 van het Gerechtelijk Wetboek als volgt te wijzigen :

"Artikel-

Artikel 490, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

.../...

"De balies zijn in de algemene raad vertegenwoordigd naargelang zij behoren tot de groep van de Nederlandstalige balies of tot de groep van de Franstalige en de Duitstalige balies, zoals bepaald in artikel 498, vijfde en zesde lid".

Artikel-

In artikel 498 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het tweede lid wordt vervangen door de volgende tekst :

"Iedere beslissing moet de meerderheid van de stemmen verkrijgen die de balies vertegenwoordigen welke respectievelijk behoren tot de groep van de Nederlandstalige balies en tot de groep van de Franstalige en de Duitstalige balies".

2° Het vijfde lid wordt vervangen door de volgende tekst :

"De Franse Orde bij de balie van Brussel, de Orden van de balies van Aarlen, Bergen, Charlerloi, Dinant, Doornik, Eupen, Hoei, Luik, Marche-en-Famenne, Namen, Neufchâteau, Nijvel en Verviers behoren tot de groep van de Franstalige en de Duitstalige balies".

Artikel 36ter en artikel 36quater.

Deze artikelen wijzigen verscheidene artikelen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de gerechtsdeurwaarders.

.../...

Uit de verantwoording en uit de aan de Raad van State verschaftte uitleg blijkt dat de Regering de status-quo wil handhaven : de oprichting van het gerechtelijk arrondissement Eupen zou geen gevolgen hebben ten aanzien van de gerechtsdeurwaarders. Toch kan aan het bestaan van twee gerechtelijke arrondissementen niet worden voorbijgegaan : sommige gevolgen ervan zijn onvermijdelijk.

De twee punten waaromtrent de Regering geen verandering wenst, zijn de territoriale bevoegdheid van de gerechtsdeurwaarders en het bestaan van slechts één "arrondissementskamer" voor de twee arrondissementen Verviers en Eupen samen.

De status-quo die aldus door de Regering gehandhaafd wordt, is niet bedacht als een voorlopige maar wel als een definitieve regeling. Hij is in die mate te relativieren dat elk gerechtelijk arrondissement over een eigen formatie van gerechtsdeurwaarders zal beschikken.

Aangezien dit de strekking van de door de Regering gewilde status-quo is, wordt voorgesteld boek IV van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek aan te vullen met een nieuw hoofdstuk IX betreffende de gerechtelijke arrondissementen Verviers en Eupen. Een dergelijke werkwijze lijkt in het onderhavige geval beter dan die welke bestaat in het wijzigen van een aantal artikelen die voor alle gerechtsdeurwaarders van het land gelden.

.../...

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel-

In boek IV van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek wordt een hoofdstuk IX "Bepalingen eigen aan de gerechtsdeurwaarders van de gerechtelijke arrondissementen Verviers en Eupen" ingevoegd met de artikelen 555bis en 555ter, luidend als volgt :

"Artikel 555bis. In afwijking van de artikelen 513 en 516 mogen de gerechtsdeurwaarders met standplaats in het gerechtelijk arrondissement Verviers of in het gerechtelijk arrondissement Eupen, alle exploten in die twee arrondissementen verrichten.

Artikel 555ter. In afwijking van artikel 535 is er één enkel gemeenschappelijke arrondissementskamer voor de gerechtelijke arrondissementen Verviers en Eupen. Zij draagt de benaming "kamer voor de arrondissementen Verviers en Eupen" en is gevestigd te Verviers. Zij bestaat uit de gerechtsdeurwaarders van de twee arrondissementen. Zij bezit rechtspersoonlijkheid.

Voor de toepassing van artikel 536 worden de twee arrondissementen geacht maar één arrondissement te vormen".

+

.../...

Artikel 36quinquies.

Aanneming van de hierboven voorgestelde teksten betekent niet dat het in artikel 36quinquies vervatte amendement overbodig zou worden. In de Nederlandse tekst schrijve men evenwel "het Nederlands en het Frans" in plaats van "de Nederlandse en de Franse taal".

Artikelen 36sexies tot 36nonies.

De opmerkingen die ten aanzien van de gerechtsdeurwaarders gemaakt zijn, gelden eveneens voor de notarissen.

De volgende teksten worden voorgesteld in de plaats van onwerkzaam geworden bepalingen.

"Artikel-

Het opschrift van titel III van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Notarissen van de gerechtelijke arrondissementen Verviers en Eupen".

Artikel-

Artikel 63 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende tekst :

"Artikel 63. In afwijking van artikel 5 oefenen de notarissen met standplaats in het gerechtelijk arrondissement Verviers of in het gerechtelijk arrondissement Eupen, hun ambt uit in het gebied van die twee arrondissementen".

.../...

Artikel-

Artikel 64 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 64. Er is één enkele gemeenschappelijke tuchtkamer voor de gerechtelijke arrondissementen Verviers en Eupen.

Zij is gevestigd te Verviers.

Zij bestaat uit leden die door de notarissen van de twee arrondissementen uit hun midden worden benoemd".

Artikel-

De artikelen 65 tot 67 van dezelfde wet worden opgeheven".

+

De hierboven voorgestelde teksten maken de in de artikelen 36octies en 36nonies vervatte amendementen overbodig.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
P. FINCOEUR,

F. RIGAUX,

C. DESCHAMPS,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté
par M. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOÖRZITTER,

P. TAPIE.